30 OCT. 1958
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 août 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le règlement de l'ordre de service du tribunal de première instance de Charleroi", a donné le 24 septembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e augustus 1958 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het dienstreglement van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi", heeft de 24e september 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de modifier les articles 6 et 19 de l'arrêté royal du 7 juin 1932 (Moniteur belge du 12 juin) qui porte le règlement de l'ordre de service du tribunal de première instance de Charleroi.

Les modifications prévues visent à assurer la concordance entre la loi du 10 février 1958 relative aux vacances judiciaires et le règlement.

L'article 6 du règlement porte :

"Dans la première quinzaine de juin au plus tard, les audiences de vacation seront fixées par le tribunal réuni en assemblée générale".

Les vacances judiciaires commençant désormais le 1er juillet, l'arrêté en projet décide que les dates des audiences de vacation seront fixées au cours de la deuxième quinzaine de mai.

L'article 19 du règlement dispose :

"Dans les premières quinzaines de mars et de juillet de chaque année, il sera fait, dans les six premières chambres et la dixième, par les soins des présidents de chaque chambre, un appel général de toutes les causes qui y sont pendantes et lors duquel les avoués et mandataires des parties devront rendre compte de l'état de la procédure et faire connaître les devoirs qui auront été remplis dans les ordres dont ils seraient chargés".

.../...

L'appel général, qui est prévu par l'article 19, au cours de la première quinzaine de juillet, aura lieu désormais au cours de la première quinzaine d'octobre.

\+

\+ \+

A l'alinéa 1er du préambule, il conviendrait de viser spécialement les articles 2 et 5 de la loi du 22 juillet 1927,et de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Vu la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois d'organisation judiciaire, notamment les articles 2 et 5;".

Il serait préférable, d'autre part, d'intercaler le troisième alinéa contenant la référence à la loi du 10 février 1958 entre les premier et deuxième alinéas du préambule.

\+

\+ \+

La modification envisagée à l'article 19 du règlement ne peut être isolée des articles 20 et 21; ces deux derniers articles règlent, en effet, la procédure, l'objet et la portée de l'appel général des causes, prévu à cet article; ils constituent le complément nécessaire de ce dernier.

.../...

Les articles 19, 20 et 21 suscitent quelques difficultés du fait que le tribunal de première instance de Charleroi remplit les fonctions de tribunal de commerce, juridiction devant laquelle l'intervention des avoués n'est pas prévue, et du fait également que dans certains domaines relevant de la compétence du tribunal civil, tels les divorces et l'appel des décisions du juge de paix, le ministère des avoués n'est pas obligatoire (voir Code civil, article 241; Code de procédure civile, article 82bis).

Devant le tribunal de première instance, dans les procédures où le ministère des avoués n'est pas obligatoire, les parties comparaissent en personne ou par un avocat porteur des pièces (article 82bis du Code de procédure civile).

D'autre part, lorsque le tribunal de première instance siège comme juridiction consulaire, la procédure est conforme aux règles en vigueur devant les tribunaux de commerce (loi du 18 juin 1869, article 33).

Or, devant ces juridictions les parties comparaissent soit en personne, soit par un avoué ou par un avocat porteur des pièces, soit par un fondé de pouvoir agréé spécialement par le tribunal dans chaque cause (Code de procédure civile, article 421).

C'est dès lors inadéquatement que les trois dispositions considérées, articles 19, 20 et 21, font mention de l'intervention des "avoués ou mandataires des parties", et l'article 20 des seuls avoués.

.../...

Afin que les trois dispositions considérées répondent aux divers cas envisagés et soient notamment applicables tant lorsque les parties comparaissent en personne ou par un avocat porteur des pièces que lorsque l'intervention des avoués est obligatoire, il serait indiqué de faire simplement mention des"parties", ce terme convenant aussi bien dans le cas où les parties comparaissent en personne que lorsque intervient un avoué, un avocat ou un mandataire spécialement agréé par le tribunal.

C'est ainsi que l'article 19 notamment devrait être rédigé comme suit :

"Article 19.-

Dans la première quinzaine des mois de mars et d'octobre de chaque année, il sera fait dans les six premières, dixième et douzième chambres, par les soins du président de chaque chambre, un appel général de toutes les causes qui y sont pendantes. Lors de cet appel les parties devront rendre compte de l'état de la procédure".

A l'article 20, alinéa 2, le mot "avoués" devrait être remplacé par le mot "parties".

A l'article 21, alinéa 2, les mots "mandataires des ..." sont à supprimer.

+

+ +

.../...

L'appel général organisé par l'article 19 implique le pouvoir pour le président du tribunal de biffer d'office les causes dans lesquelles les parties ne se présenteraient pas (article 21).

Cette biffure d'office soulève certains problèmes délicats en raison, spécialement, de ce que le tribunal de première instance de Charleroi remplit les fonctions de juridiction consulaire, mais également en raison de l'existence des procédures dans lesquelles le ministère des avoués n'est pas obligatoire.

Devant le tribunal de première instance, la biffure d'office trouve son fondement dans l'article 29 du décret impérial du 30 mars 1808 contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux.

Aux termes de cette disposition :

"Si, au jour indiqué, aucun avoué ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que l'on puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime, auquel cas il sera indiqué un autre jour".

L'article 73 du même décret impérial étend l'article 29 aux tribunaux de première instance.

Bien que l'article 73 soit rédigé en termes tout à fait généraux, il est difficile d'admettre qu'il soit applicable aux cas où le tribunal de première instance siège consulairement ou connaît de procédures dans lesquelles l'intervention des avoués n'est pas requise.

.../...

Dans ces cas et sous réserve du problème de légalité, la biffure d'office ne devrait assurément être prévue sans certaines adaptations.

Ces adaptations pourraient consister soit dans la prescription de l'envoi aux parties d'un avertissement les informant de la date à laquelle la cause sera appelée en vue de l'application des articles 19 à 21 du règlement, soit dans la détermination par arrêté royal distinct et général des règles fixant les conditions dans lesquelles les causes de cette espèce seraient maintenues ou omises des rôles.

Or, aucune disposition de cette sorte ne figure dans le projet, ni dans un texte en vigueur. Le règlement dispose uniquement que l'appel général sera annoncé par le président au moins huit jours d'avance.

Si un tel procédé constitue une protection suffisante des parties dans le cas où celles-ci sont représentées par un avoué ou par un avocat fréquentant régulièrement le tribunal de Charleroi, il est, en revanche, inefficace lorsque les parties comparaissent en personne, par un mandataire spécialement agréé ou par un avocat ne fréquentant qu'occasionnellement la juridiction.

.../...

C'est pourquoi il conviendrait au moins de prévoir l'envoi aux parties non représentées par un avoué d'un avertissement les informant de la date à laquelle leur cause sera appelée.

L'article 21 serait utilement modifié dans ce sens et l'alinéa 1er pourrait en être rédigé en ces termes :

"Article 21.-

L'appel général sera annoncé à l'audience par le président au moins huit jours à l'avance. Les parties qui ne sont pas représentées par un avoué seront, en outre, individuellement avisées, dans le même délai, de la date à laquelle leur cause sera appelée".

Het ontwerp strekt tot wijziging van de artikelen 6 en 19 van het koninklijk besluit van 7 juni 1932 (Belgisch Staatsblad van 12 juni) houdende het dienstreglement van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

De voorgenomen wijzigingen dienen om het reglement in overeenstemming te brengen met de wet van 10 februari 1958 betreffende het rechterlijk verlof.

Artikel 6 van het reglement bepaalt :

"De vacantieterechtzittingen worden uiterlijk gedurende de laatste veertien dagen van juni door de rechtbank in algemene vergadering vastgesteld".

Aangezien het rechterlijk verlof voortaan de 1e juli begint, beslist het ontwerp-besluit, dat de data van de vacantieterechtzittingen gedurende de laatste veertien dagen van mei worden vastgesteld.

Artikel 19 van het reglement bepaalt :

"Gedurende de eerste veertien dagen van maart en van juli van ieder jaar wordt in de eerste zes kamers en in de tiende kamer door de zorgen van de voorzitter van iedere kamer een algemene oproeping gehouden van al de zaken welke er aanhangig zijn en gedurende welke de pleitbezorgers of lasthebbers van partijen verslag moeten geven van de stand van de rechtspleging en kennis moeten geven van de verrichtingen welke zij hebben gedaan in de bevelen waarmede zij zouden belast zijn".

.../...

De algemene oproeping die volgens artikel 19 gedurende de eerste veertien dagen van juli wordt gehouden, zal voortaan gedurende de eerste veertien dagen van oktober plaats hebben.

\+

\+ +

In het eerste lid van de aanhef behoort inzonderheid te worden verwezen naar de artikelen 2 en 5 van de wet van 22 juli 1927. Men leze het lid als volgt :

"Gelet op de wet van 22 juli 1927 tot wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting, inzonderheid op de artikelen 2 en 5 ;".

Anderzijds kan het derde lid, waarin wordt verwezen naar de wet van 10 februari 1958, beter worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid van de aanhef.

\+

\+ +

De voorgenomen wijziging van artikel 19 van het reglement kan niet van de artikelen 20 en 21 worden losgemaakt; deze beide artikelen regelen immers de procedure, het onderwerp en de omvang van de in artikel 19 voorgeschreven algemene oproeping van de zaken; zij zijn de onmisbare aanvulling van dat artikel.

.../...

In verband met de artikelen 19, 20 en 21 rijzen enkele moeilijkheden doordat de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi tevens als rechtbank van koophandel fungeert, voor welke rechtbank de medewerking van pleitbezorgers niet vereist is, en ook doordat in sommige zaken die tot de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbank behoren, zoals echtscheidingen en hoger beroep tegen beslissingen van de vrederechter, de medewerking van pleitbezorgers niet verplicht is (zie Burgerlijk Wetboek, artikel 241; Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, artikel 82bis).

In gedingen voor de rechtbank van eerste aanleg waarvoor de medewerking van pleitbezorgers niet vereist is, verschijnen partijen in persoon of door een advocaat houder van de stukken (artikel 82bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering).

Wanneer anderzijds de rechtbank van eerste aanleg zitting houdt in handelszaken, volgt zij de rechtspleging die voor de rechtbanken van koophandel geldt (wet van 18 juni 1869, artikel 33).

Voor deze rechtbanken echter verschijnen partijen hetzij in persoon, hetzij door een pleitbezorger of door een advocaat houder van de stukken, hetzij door een bijzonder door de rechtbank in elke zaak toegelaten gemachtigde (Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, artikel 421).

Verkeerdelijk dus spreken die artikelen 19, 20 en 21 over de medewerking van "pleitbezorgers of lasthebbers van partijen" en heeft artikel 20 het alleen over pleitbezorgers.

.../...

Opdat deze drie artikelen voor de verschillende gevallen dienstig kunnen zijn, en toepassing kunnen vinden én als partijen in persoon of door een advocaat houder van de stukken verschijnen, én als de medewerking van pleitbezorgers verplicht is, is het geraden alleen van "partijen" te spreken, aangezien die term niet alleen past als partijen in persoon verschijnen maar ook als een pleitbezorger, een advocaat of een door de rechtbank bijzonder erkend gemachtigde zijn medewerking verleent.

Daarom leze men met name artikel 19 als volgt :

"Artikel 19.-

Gedurende de eerste veertien dagen van de maanden maart en oktober van ieder jaar wordt in de eerste zes kamers, in de tiende en in de twaalfde kamer door toedoen van de voorzitter van iedere kamer een algemene oproeping gehouden van alle zaken welke er aanhangig zijn. Gedurende die oproeping moeten partijen verslag uitbrengen over de stand van de rechtspleging".

In artikel 20, tweede lid, vervange men de woorden "de pleitbezorgers" door "partijen".

In artikel 21, tweede lid, dienen de woorden "de mandatarissen van ..." te vervallen.

+

+ +

.../...

Ingevolge de algemene oproeping die krachtens artikel 19 plaats heeft, kan de voorzitter van de rechtbank de zaken waarvoor partijen niet mochten opkomen ambtshalve van de rol schrappen (artikel 21).

In verband met die schrapping van ambtswege rijzen enige moeilijkheden, in de eerste plaats omdat de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi tevens als rechtbank van koophandel fungeert, vervolgens omdat er procedures bestaan waarin de medewerking van pleitbezorgers niet verplicht is.

Voor de rechtbank van eerste aanleg vindt de schrapping van ambtswege haar rechtsgrond in artikel 29 van het keizerlijk decreet van 30 maart 1808 houdende het reglement voor de politie en de tucht der hoven en rechtbanken.

Dit artikel zegt :

"Si, au jour indiqué, aucun avoué ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que l'on puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime, auquel cas il sera indiqué un autre jour".

Artikel 73 van hetzelfde keizerlijk decreet verklaart artikel 29 ook op de rechtbanken van eerste aanleg toepasselijk.

Ofschoon artikel 73 in heel algemene bewoordingen is gesteld, kan bezwaarlijk worden aangenomen dat het toepassing zou vinden wanneer de rechtbank van eerste aanleg zitting houdt in handelszaken of kennis neemt van zaken waarvoor de medewerking van pleitbezorgers niet vereist is.

.../...

In die gevallen,en onder voorbehoud van de vraag naar de wettigheid, zou de schrapping van ambtswege stellig niet zonder enige aanpassing mogen worden voorgeschreven.

Die aanpassing kan hetzij hierin bestaan, dat aan partijen een waarschuwing wordt gezonden met bericht van de datum waarop de zaak zal worden opgeroepen met het oog op de toepassing van de artikelen 19 tot 21 van het reglement, hetzij hierin, dat een afzonderlijk en algemeen koninklijk besluit de regels zal bepalen tot vaststelling van de voorwaarden waaronder dergelijke zaken op de rol blijven of daarvan worden afgevoerd.

Noch het ontwerp, noch enige andere thans geldende tekst, bevat een bepaling in die zin. Het reglement zegt alleen dat de algemene oproeping ten minste acht dagen vooruit door de voorzitter ter terechtzitting wordt aangekondigd.

Biedt deze werkwijze de partijen voldoende waarborgen ingeval zij worden vertegenwoordigd door een pleitbezorger of door een advocaat die geregeld met de rechtbank te Charleroi contact heeft, zij is daarentegen ondoeltreffend wanneer partijen of in persoon, of door een bijzonder erkend gemachtigde,of door een slechts toevallig op de rechtbank komend advocaat verschijnen.

Daarom dient ten minste te worden bepaald, dat aan partijen die niet door een pleitbezorger vertegenwoordigd zijn,wordt bericht op welke datum hun zaak zal worden opgeroepen.

.../...

Artikel 21 kan gevoeglijk in die zin gewijzigd, en het eerste lid als volgt gelezen worden :

"Artikel 21.-

De algemene oproeping wordt ten minste acht dagen vooruit door de voorzitter ter terechtzitting aangekondigd. Aan partijen die niet door een pleitbezorger zijn vertegenwoordigd, wordt binnen dezelfde termijn individueel kennis gegeven van de datum waarop hun zaak zal worden opgeroepen".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A. BERNARD, Ch.VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.J.P.HAESAERT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.P.HAESAERT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.